

Langues sahéliennes, savoirs locaux et autogestion

L'Afrique est un continent de plus de 2 000 langues. Cependant, beaucoup d'entre elles sont apparentées et un bon nombre sont plus ou moins bien comprises par ceux dont elles ne sont pas les langues maternelles. L'Afrique est donc aussi un continent de multilinguisme, où une proportion relativement élevée de la population parle ou comprend plus d'une langue. En outre, la distribution des langues est loin d'être uniforme. L'Afrique de l'Ouest en est un bon exemple. Les régions côtières sont pour la plupart caractérisées par l'existence de nombreuses langues locales, dont beaucoup ne bénéficient que d'une distribution limitée. Les régions de l'intérieur, en particulier le Sahel, sont par contre caractérisées par la présence d'un nombre de langues plus restreint, mais qui bénéficient d'une diffusion plus large.

Les raisons sont à la fois d'ordre topographique et politique. Des forêts denses, de nombreuses rivières et la toute présente mouche tsé-tsé ont rendu la communication latérale et le transport à dos de cheval très difficiles dans les régions côtières, et ont favorisé l'apparition d'une multitude de groupes ethniques et de petites communautés linguistiques.

Cependant, à l'intérieur, dans la région des savannes et des plaines en bordure du désert, voyager était plus facile sur de longues distances. Des empires se sont ainsi constitués qui entreprirent de réglementer et taxer le commerce trans-saharien florissant et en même temps, diffuser sur de grands territoires des langues véhiculaires africaines telles que le bambara, le wolof et le mooré. C'est ainsi qu'on dit qu'il est possible de se rendre par voie terrestre de Dakar jusqu'au lac Tchad, en ayant recours à seulement trois langues africaines : le wolof, le bambara

et le hausa, tandis qu'un voyage d'une distance similaire le long de la côte jusqu'au Nigeria en nécessiterait plus de 300.

En 1985, dans la région de Gulmu au Burkina Faso, située dans les zones peu développées de l'est, à la frontière du Bénin, une ONG appelée Tin Tua fut créée par des membres de la communauté. L'objectif de cette ONG était de ressusciter une campagne d'alphabétisation qui avait été menée sans grand succès par l'Etat. Tin Tua constitua dans 31 villages de la région un réseau de centres d'alphabétisation dans la langue gulmancéma, une langue minoritaire mais néanmoins parlée par plus de 500 000 personnes. Tous ces villages (à l'exception de ceux du district de la capitale) manquaient d'écoles primaires lors du démarrage du programme. Aujourd'hui, ce programme permet de servir 15 000 personnes (adultes et adolescents) annuellement, dont 41% sont des femmes. Tin Tua a aussi lancé le journal mensuel de Gulmancéma "Labaali", qui a 3 000 abonnés et emploie des journalistes équipés de vélocycle et de magnétophones dans tous les villages couverts.

Les *Notes CA* sont des rapports périodiques sur les initiatives en matière de Connaissances Autochtones en Afrique subsaharienne. Elles sont publiées par le Centre pour la gestion de l'information et de la connaissance (*Knowledge and Learning Center*) de la Région Afrique, qui représente la Banque mondiale dans le cadre d'un partenariat établi avec des communautés, des ONG, des institutions du développement et des organisations multilatérales. Les opinions exprimées dans cet article sont celles des auteurs et ne devraient pas être attribuées au Groupe de la Banque mondiale ou à ses partenaires dans le cadre de cette initiative. Une page sur les CA est disponible sur l'internet aux coordonnées suivantes : <http://www.worldbank.org/aftdr/ik/>

Fort du succès de cette expérience, l'association a entrepris de créer il y a plusieurs années des écoles primaires communautaires, où la langue d'enseignement utilisée est le gulmancéma pour les classes préparatoires et où le français n'est introduit que progressivement. Il y a deux ans, la première vague d'étudiants passait les examens de fin d'études primaires, qui doivent l'être dans la langue française. Les enfants qui avaient commencé leur études en utilisant leur langue maternelle connurent en général un taux de réussite plus élevé que ceux des écoles formelles. Le responsable des programmes d'enseignement de Tin Tua explique ainsi leur succès : "Lorsque vous considérez le contexte dans lequel tout cela se passe et le fait qu'il n'existe qu'un seul instructeur par école qui parle le français, ce qui est surprenant est la vitesse avec laquelle se fait l'apprentissage. Est-ce parce que la langue maternelle sert de base pour apprendre le français, ou est-ce la motivation de ces étudiants, la méthode active d'enseignement utilisée ou le degré de dévotion de l'instructeur?"

Langues africaines utilisées dans divers domaines, y compris en comptabilité.

À plusieurs centaines de kilomètres de là, au sud du Mali, dans une région de culture du coton où les taux de scolarisation sont d'un peu plus de 20%, un ensemble d'associations de villages centrés autour de Koutiala et de Bougouni a, durant les deux dernières décennies, progressivement assumé la responsabilité de la commercialisation des récoltes agricoles, de la gestion des crédits agricoles et du ré-investissement des bénéfices de ces opérations. Ceci fut fait en grande partie grâce à la maîtrise des systèmes administratif et de comptabilité développés directement dans la langue bambara. On retrouve une situation similaire dans le delta du Niger, à l'intérieur des terres, où la culture commerciale pratiquée est le riz. Dans le village de Niono Coloni de cette région, les responsables locaux organisent des examens pour s'assurer que les responsables de la coopérative agricole élus démocratiquement, possèdent une connaissance de base du bambara écrit, même si les formulaires de tenue des comptabilités sont écrits dans les deux langues : française et bambara. C'est ainsi que les élèves des écoles coraniques et ceux ayant quitté l'école primaire formelle qui souhaitent occuper ces postes, s'inscrivent généralement dans des centres d'alphabétisation pour adultes, pour apprendre la transcription phonétique du bambara.

Ces cas ne sont pas des exemples isolés. À travers toute la région sahélienne d'Afrique de l'Ouest (pays situés au sud du désert du Sahara), les formes écrites des langues africaines sont de plus en plus utilisées en tant que véhicule de communication, au niveau local mais aussi national, en tant que

moyen d'expression de la culture autochtone. Ce phénomène est de plus en plus prononcé dans les pays d'Afrique francophone, où les langues africaines ont pendant longtemps été peu reconnues, ayant été considérées comme des dialectes menaçant l'unité nationale et ne permettant pas la communication internationale.

Changement lent mais sûr

Plusieurs facteurs ont contribué à ce changement, y compris l'arrivée de gouvernements plus représentatifs et plus tolérants vis-à-vis de la société civile, la dissémination des langues africaines provoquée par les migrations internes, les contacts inter-ethniques, ainsi que la reconnaissance progressive de la valeur des connaissances autochtones et de la culture africaine. En même temps, l'expérience et la recherche ont démontré que les enfants qui utilisent leur langue maternelle au début de leurs études ou une autre langue déjà bien connue par eux, ont plus de chances de succès, y compris de pouvoir maîtriser une seconde langue de communication écrite comme le français ou l'anglais, que ceux qui sont forcés d'assimiler une langue totalement étrangère dès le départ. Les adultes aussi semblent être en mesure d'acquérir plus facilement une seconde langue, lorsqu'ils ont d'abord appris à écrire dans leur propre langue.

Le changement fut lent, en particulier au niveau central, où l'on a plus parlé qu'agit. L'introduction de langues africaines dans l'éducation primaire est restée pendant des années au niveau "expérimental" dans des pays tels que le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Sénégal, et il y a eu peu de rapports entre établissements éducatifs non-formels (qui utilisent les langues locales) et formels.

Cependant, durant les années 1990, un certain élan en faveur des langues locales s'est manifesté. Ceci peut s'expliquer par le développement de nouvelles entreprises génératrices de revenus, telles que coopératives, associations non-gouvernementales, affaires commerciales de divers types, ainsi que de gouvernements communautaires locaux qui se constituèrent lors de la période de démocratisation et de privatisation économique relative. Il était en effet nécessaire pour gérer ces associations et entreprises, d'avoir un personnel qui sache lire et écrire de préférence dans les langues locales, plutôt qu'en anglais, français, arabe ou portugais, si l'on souhaitait assurer un minimum de responsabilité démocratique.

Bénéfices de l'alphabétisation au Burkina Faso

On trouve de nombreux exemples au Burkina Faso, un pays dont le nom lui-même est un amalgame de deux langues africaines proéminentes : «Burkina » étant le terme en langue *mooré* pour «personne honnête» et « Faso » signifiant

« nation » en langues *jula* et *fulfulde*—une nation de personnes honnêtes. A Boulboulou, un petit village non loin d'Ouahigouya, dans le nord du pays, un grand nombre de femmes ont pu fréquenter un centre d'alphabétisation ouvert pour elles à la demande de leur association de développement. Dans la capitale même Ouagadougou, un autre groupe de femmes nouvellement alphabétisées du district de Goughin se sont regroupées pour créer une coopérative : « Song Taba », vouée à la fabrication et à la vente du savon et du beurre d'arachide. Après avoir essayé sans succès de confier la gestion de la coopérative aux quelques femmes qui possédaient une formation scolaire formelle rudimentaire, elles ont fini par développer des systèmes de gestion en langue *mooré* et ont créé un réseau d'entreprises de femmes au niveau local.

En fait, à travers le pays, le nombre de ceux et celles qui ont bénéficié des programmes d'alphabétisation a commencé à égaler celui des élèves ayant achevé le cycle d'études primaires du système formel, qui reste restreint à cause du nombre insuffisant d'enseignants formés dans la langue française et du manque de moyens financiers. En 1996, il y avait près de 4 000 centres d'alphabétisation par rapport à 3 000 écoles primaires. Cette même année, 46 000 sur 72 000 élèves inscrits dans les centres d'alphabétisation avaient été déclarés comme sachant lire et écrire dans l'une des langues du pays, tandis que, dans le système formel, 11 000 seulement des 86 000 élèves admis en sixième année sont passés à l'école moyenne. Il est intéressant de noter que 52% des élèves qui ont réussi aux tests d'alphabétisation étaient des femmes, tandis que, dans le système formel, 40% seulement des inscrits en sixième année et 8,5 % seulement des inscrits à l'école moyenne étaient des filles. Neuf sur dix des femmes nouvellement alphabétisées étaient, selon le Centre national d'alphabétisation, des membres actives d'associations de femmes et de coopératives locales.

Exprimer les connaissances autochtones

Il y a vingt cinq ans, après la première vague des campagnes nationales d'alphabétisation dans les pays sahéliens et l'apparition des premiers centres d'alphabétisation locaux, une enquête sur les conséquences de l'alphabétisation dans l'ouest du Mali étaient réalisées. L'enquête comprenait des études de cas. C'est ainsi qu'une équipe d'enquêteurs a été amenée à passer plusieurs jours dans un village appelé Sirakoro, au sud de Kita où, bien que l'aide de l'État y ait été plutôt irrégulière, ils y ont cependant constaté des résultats pour le moins remarquables.

Le premier groupe composé de jeunes gens du village qui avaient appris à lire et à écrire et qui par la suite occupèrent des postes de contrôle des transactions commerciales locales (d'arachides principalement), avaient eux-mêmes formé un

deuxième groupe d'étudiants. C'est ainsi que peu de temps après, la majorité des adultes du village avait appris à lire et à écrire dans la langue bamabara/malinké et que les autorités villageoises décidèrent qu'il fallait s'occuper de l'instruction des enfants. Ils décidèrent donc qu'aucun enfant ne devait atteindre l'âge de vingt ans sans avoir appris à lire et à écrire dans sa langue maternelle. Comme il n'y avait pas d'école formelle primaire dans les environs, les gens du village décidèrent de créer de manière indépendante leur propre école ainsi qu'un programme d'enseignement. Les jeunes qui avaient appris à lire et à écrire décidèrent par eux-mêmes d'écrire l'histoire du village et de sa région et de l'enseigner aux écoliers.

Cette approche a été reprise dans plusieurs autres régions du Sahel. Les langues africaines devenant des langues écrites, utilisées dans l'activité de gestion des entreprises locales ainsi que pour enregistrer les connaissances autochtones. Ainsi, après près de vingt à trente ans d'un succès pour le moins mitigé des « campagnes nationales » dirigées par le haut, les classes d'alphabétisation commencèrent à prendre de l'ampleur dans les années 1980, même lorsqu'elles étaient offertes par des associations et organisations non-gouvernementales locales pour surtout répondre d'abord à leur propres besoins. Ceci a aussi conduit dans de nombreux cas à ce que la culture locale puisse mieux s'exprimer.

Trilinguisme fonctionnel

Une des différences principales entre les premières activités d'alphabétisation et celles plus récentes est l'appropriation au niveau local. L'acquisition d'une langue africaine n'est plus présentée comme une alternative à celle des autres langues internationales comme l'anglais et le français, comme une forme de « formation rurale », ou « d'instruction bantoue », pour ceux qui ne peuvent y avoir accès, mais plutôt comme un avantage culturel et politique et un moyen qui facilite l'acquisition d'une seconde langue.

En outre, une nouvelle complémentarité entre différentes langues est en train d'émerger progressivement, qu'on appelle quelque fois « trilinguisme fonctionnel », où l'on apprend d'abord à lire et à écrire dans sa langue maternelle, puis dans une deuxième langue africaine plus largement utilisée et enfin dans une langue internationale comme le français, l'anglais ou l'arabe. Cette approche semble logique dans un continent où 50% de la population parle déjà au moins deux langues.

Permettre à la culture minoritaire de s'exprimer

Dans ce cas également le Burkina Faso offre un bon exemple, qui situé entre les régions sahéliennes et côtières ne compte

pas moins de 70 langues, quoique 75% de la population parle aussi l'une ou l'autre des langues les plus usitées (mooré, jula et fulani). Presque toutes les langues du Burkina sont à présent utilisées dans leur forme écrite. C'est ainsi qu'une personne de langue gourmancéma apprendra le mooré ou le fulani plus le français, au cours de son éducation, qu'elle soit scolaire formelle, ou non-formelle d'alphabétisation. Pour cette raison, la revendication d'utilisation des langues sahéennes est devenue en quelque sorte le point de ralliement des cultures minoritaires d'Afrique de L'Ouest, qui souhaitent affirmer leur identité propre tout en étant partie prenante de celle de la nation, et préserver les traditions tout en établissant des ponts avec la société au sens large. L'association Tin Tua en est une illustration. C'est aussi le cas d'une autre expérience pour le moins remarquable, qui s'est faite dans la région Podor, au nord-ouest du Sénégal.

Depuis 1986 l'organisation ARED (Association pour la Recherche en Education) s'est dédiée à la publication de textes de lecture dans la langue pulaar pour les apprenants des départements sénégalais situés en bordure de mer entre Dakar et Saint Louis. Le pulaar est la version régionale des langues fulani, peulh, ou fulfudé, qui sont utilisées un peu partout dans les pays sahéens, mais nulle part de manière majoritaire, mis à part certaines sections du Nord du Cameroun et dans les montagnes Futa Djallon de Guinée. Le programme ARED fait en fait partie de toutes une séries d'autres, y compris celui coordonné par l'APESS (Association Peuhl pour l'Education et la Science) au Burkina Faso, qui, ces dernières années, ont été consacrés à la promotion de l'utilisation des variantes régionales du fulfudé.

Les activités d'ARED ont été appuyées avec énergie par les associations d'utilisateurs de la langue pulaar qui ont émigré en Arabie Saoudite, Egypte, Maghreb et Europe. Cet appui a permis à l'ARED de produire toute une série de livres et de journaux dans la langue pulaar, ce qui a donné une impulsion nouvelle aux cours d'alphabétisation pour adultes. L'association a en même temps publié toute une série de manuels sur des sujets concernant le développement, l'agriculture et la recherche au niveau local. Savoir lire et écrire en pulaar est devenu un point d'honneur pour les habitants des villages de cette partie du Sénégal, et les campagnes d'alphabétisation ont grandement contribué au renouveau culturel à travers la région.

Cette expérience représente précisément le type d'effort « autochtone » pour la formation du savoir, qui se manifeste à présent de plus en plus fréquemment dans la région. Quelle forme ce savoir prendra dans l'avenir reste pour le moment une inconnue. Mais, il semble que la manifestation de l'effort durera bien plus longtemps que les campagnes culturelles et d'alphabétisation des premières décennies d'après les indépendances, précisément parce que les acteurs locaux se le sont « appropriés » et qu'il est fondé sur les nécessités économiques et sociales locales.

Cet article est basé sur les recherches effectuées par des chercheurs locaux avec l'appui et la supervision technique de Peter Easton, professeur associé, Graduate Studies in Adult Education, Florida State University, avec la collaboration active des communautés africaines concernées. Ces recherches ont été effectuées sous l'égide du Club du Sahel/OCDE, du CLISS (Comité Inter-Etat de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel) et de l'ADEA (Association pour le Développement de l'Education en Afrique. Pour plus d'information prière de contacter Peter Easton : Center for Policy Studies in Education, 312 STB, College of Education, Florida State University, Tallahassee, FL 32306, USA ; Tel : (850) 644-1595 ; e-mail easton@coe.fsu.edu